



RUPTURE du DIALOGUE SOCIAL

En 2013, les organisations syndicales ont toutes participé activement à l'ensemble des réunions de négociation et ont signé des accords majeurs tels que ceux concernant les mesures d'accompagnement de la GAE et les détachements.

Pourtant, le 7 janvier 2014, les organisations syndicales ont décidé de quitter la table des NAO (Négociations annuelles obligatoires portant sur le temps de travail et les salaires).

La direction a annoncé dès la première réunion de NAO du 17 décembre 2013 son intention de fermer les trois sites de l'entreprise quatre semaines à l'été 2014. Malgré le désaccord massif exprimé par les salariés, ce diktat a été confirmé dans les vœux de notre PDG M. Pommellet diffusés à l'ensemble des salariés.

Chacun sait – contrairement à l'argumentation développée par la direction - qu'une fermeture de quatre semaines n'est pas de nature à régler le problème de sous-charge de TSA.

Lors de la réunion NAO du 7 janvier 2014, la direction persiste à vouloir imposer la fermeture de quatre semaines et demande aux organisations syndicales de participer à sa mise en place.

C'est hors de question !!!

Les organisations syndicales demandent :

- Le respect rigoureux de l'accord sur la réduction du temps de travail du 20 novembre 2000, qui permet aux salariés de planifier sereinement leurs congés d'été.

Extrait de cet accord :

II.-4.2. Prise des congés payés

La période de prise des congés payés s'étend du 1^{er} mai de l'année n+1 au 31 mai de l'année n+2, étant entendu qu'au moins trois semaines (15 jours ouvrés) doivent être prises dans la période du 1^{er} mai au 31 octobre selon les modalités suivantes :

- au moins 2 semaines consécutives, la troisième semaine pouvant être accolée ou prise de façon distincte.
- L'ouverture de réelles négociations sur l'organisation du travail reprenant les propositions alternatives formulées par le CCE.
- Une réelle négociation sur la politique salariale de nature à motiver les salariés.

Les organisations syndicales demandent à la direction de revenir à un vrai dialogue social qu'elle a brutalement rompu fin 2013.